

## Communiqué de presse d'Olivier Jardé

Président du groupe d'évaluation des PRES<sup>1</sup>

Vice-président de la commission Enseignement supérieur  
et Recherche de l'Assemblée Nationale  
Député de la 2<sup>ème</sup> circonscription de la Somme (Amiens Métropole)

Le 2 Octobre 2011

### Entre mensonges et duplicité, où en est l'Enseignement Supérieur à Amiens Métropole ?

#### L'organisation de la Recherche Universitaire à l'UP Jules Verne à la traîne

Le Courrier Picard du 30 septembre 2011 sous le titre "Enseignement Supérieur – Amiens se rapproche de Reims" rapporte plusieurs contrevérités énoncées par le Président Fauré qui, en donnant une image d'avant-garde à notre université, dissimulent un retard catastrophique dans plusieurs domaines que je mesure bien aux fonctions qui sont les miennes.

- Amiens a été une des dernières universités à se saisir de l'opportunité de la loi d'autonomie des Universités reconnue par tous comme un vrai succès.
- Amiens est la dernière, avec 5 ans de retard, à participer à un PRES et donc loin de "*se saisir au bond*" de cette possibilité. Pourtant, l'entrée dans un PRES apporte cohérence, lisibilité et meilleure adaptation de l'offre de Recherche sur le territoire ainsi que des moyens financiers significatifs.
- L'UPJV n'envisage dans ce PRES **que** des diplômes de faculté, donc limités, alors que des diplômes PRES (plus étendus) existent déjà dans d'autres universités.
- L'article annonce que l'UPJV ambitionne d'intégrer l'UTC Compiègne, ce qui serait la moindre des choses pour deux universités largement financées par la Région Picardie. Pourtant, il n'en sera vraisemblablement rien, car l'ensemble du monde universitaire que je côtoie en permanence sait bien que l'UTC est en cours de négociation pour s'unir au PRES Paris-Sorbonne .
- Amiens accumule son retard puisque de nombreuses structures universitaires dépassent les PRES pour se transformer en IDEX (Initiative d'Excellence), ce qui apporte reconnaissance internationale et moyens financiers accrus.

Si avec quelques éminentes exceptions (Professeur Tarascon et Professeure Devauchelle) notre Université peut faire illusion, c'est par un effort gigantesque qu'elle redonnera du rayonnement à notre capitale régionale.

---

<sup>1</sup> Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur

## Duplicité du discours sur les Grandes Ecoles ou comment les laisser dépérir

Par idéologie, Amiens Métropole laisse étrangler les Grandes Ecoles (ESIEE et Sup de Co) et hésite encore à y participer

J'ai été surpris que Gilles Demailly, universitaire et Président d'Amiens Métropole, ne se mobilise en rien pour défendre l'application par le Conseil Général de la Somme des conventions liant les trois collectivités à la CCI d'Amiens pour contribuer aux budgets de nos Grandes Ecoles.

Ainsi le Conseil Général a pu, en dépit du refus de l'opposition, voter la suppression de cette contribution au motif que ce n'était pas de sa compétence. J'avais remarqué que les financements universitaires non plus, mais contre mauvaise foi, raison ne sert !

Je viens d'être saisi par des membres du bureau de l'ESIEE du même souhait d'Amiens Métropole de supprimer sa contribution à l'ESIEE. Une telle décision remettrait son existence même en cause !

Simple coup de sonde pour voir les réactions, contradictions au sein d'Amiens Métropole ou duplicité, je ne sais..., mais Gilles Demailly a formellement démenti une telle décision qui avait pourtant été annoncée au Président de la CCI qui en a fait part au Bureau de l'ESIEE.

Je m'en réjouis car j'ai entrepris une démarche auprès du Ministère pour obtenir une contractualisation

Nos Grandes Ecoles qui accueillent des centaines d'étudiants de la France entière qui paient une large part des frais de scolarité, nous assurent une forte notoriété, contribuent fortement à l'économie locale et rémunèrent de nombreux emplois de haut niveau. Alors que Saint-Quentin vient de se voir reconnaître *Pôle Universitaire Numérique* autour de l'INSET, Amiens perdrait un de ses atouts de notoriété pour des motifs purement idéologiques, abandonnerait les investissements immobiliers consentis et ferait perdre à des milliers d'anciens élèves toute reconnaissance et fierté envers la ville qui les condamnerait à n'être plus que les anciens élèves d'une Ecole disparue !

Amiens a besoin de rattraper rapidement son retard et non supprimer ses Grandes Ecoles si elle ne veut pas perdre en notoriété et crédibilité au niveau des formations offertes aux étudiants.

Le niveau de l'enseignement supérieur est un point essentiel pour attirer les entreprises, les cadres, et d'abord les étudiants.

Le comble serait que les élus locaux qui votent les millions d'euros pour accueillir des étudiants à la Citadelle, ferment les grandes Ecoles ! On verrait alors des étudiants qui, faute d'offre de formation adaptée au niveau national, risquent de désertier les magnifiques locaux sur le point d'être entrepris.